

CET ÉCRAN A ÉTÉ PARTAGÉ À PARTIR DE LA PRESSE+

Édition du 5 août 2016,
section ACTUALITÉS, écran 6



LUTTE CONTRE LA COLLUSION SE DISTINGUER DES VG

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN
LA PRESSE

Les villes de plus de 100 000 habitants du Québec doivent avoir un vérificateur général, mais rien ne les oblige à se doter d'un inspecteur général, qui possède des pouvoirs d'enquête plus étendus. Montréal est d'ailleurs la seule à s'être dotée d'un tel poste, à la suite de l'élection de Denis Coderre en novembre 2013. Le BIG compte donc profiter du symposium pour distinguer son rôle de celui des vérificateurs généraux. Il présentera en exemple les résultats de l'enquête sur le déneigement à Montréal, enquête déclenchée à la suite du drapeau rouge levé par le vérificateur général de la métropole. « On a validé les soupçons », a indiqué M^e Gallant.

ÉTENDRE LE BIG

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN
LA PRESSE

Trois ans après la création du Bureau de l'inspecteur général (BIG) de Montréal, le tout premier du genre au pays, M^e Denis Gallant croit qu'il est temps d'étendre cette fonction à d'autres organisations. « C'est un concept auquel on croit et on pense qu'il devrait y en avoir d'autres, que ce soit d'autres grandes villes du Québec ou du Canada ou au gouvernement du Québec », confie-t-il en entrevue à *La Presse*.

DÉJÀ DE L'INTÉRÊT

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN
LA PRESSE

Denis Gallant préfère ne pas dire si d'autres organisations québécoises ou canadiennes songent déjà à se doter d'un inspecteur général, mais il ne cache pas que son BIG suscite de l'intérêt ailleurs au pays. « Des

gens nous trouvent très intéressants et nous posent des questions. » Denis Gallant dit organiser cet événement pour lancer le débat sans se prononcer sur les villes ou ministères qui auraient intérêt à s'en doter. « Je suis mal placé pour dire ce qui devrait être fait. Québec pourrait choisir d'avoir un inspecteur général pour l'ensemble de la province ou en mettre un au ministère des Transports ou encore à Hydro-Québec. On est là pour dire voici ce qu'a fait Montréal et voici ce qu'on pense être une valeur ajoutée. »

INCITER LES ORGANISATIONS

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

LA PRESSE

Pour inciter d'autres organisations à imiter Montréal, le BIG a donc décidé d'organiser un symposium –, qui aura lieu au Palais des congrès les 22 et 23 septembre. Les maires, directeurs généraux et vérificateurs généraux des municipalités québécoises de plus de 50 000 habitants, ainsi que des grandes villes canadiennes ont été invités à y participer. Les responsables des sociétés d'État et principaux ministères ont aussi été conviés. Le BIG prévoit compter sur la présence de 150 participants. La facture de l'événement est entièrement couverte par les frais d'inscription des participants (650 \$ par personne) et non à même les budgets du BIG, tient à souligner M^e Gallant.

DÉBAT SUR LA PROTECTION DES SOURCES

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

LA PRESSE

Moment important, le symposium se penchera également sur la protection à accorder aux sonneurs d'alerte et aux informateurs. Des représentants du BIG, du SPVM, deux universitaires ainsi que le chroniqueur de *La Presse* Yves Boisvert échangeront sur cet épineux dossier. « C'est vraiment un sujet qui me tient à cœur. J'ai souvent des casse-tête pour que les gens n'aient pas de représailles parce que si on n'a pas de sonneurs d'alerte, on n'a pas de dossiers », souligne Denis Gallant. Ce débat tombe à point nommé alors qu'un projet de loi est attendu à Québec sur la protection des sonneurs d'alerte.

DE MONTRÉAL À DETROIT

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

LA PRESSE

Pour illustrer l'importance du rôle joué par les inspecteurs généraux au sud de la frontière, le symposium fera un détour par Detroit où un tel poste a été créé à la suite d'un scandale politique majeur. Kwame Kilpatrick, maire de 2002 à 2008, a été condamné en 2013 à purger 28 ans de prison dans une affaire de corruption, d'extorsion et de fraude dans les contrats de la ville, qui a fini par faire faillite. « Le parallèle est intéressant. On vient de sortir de la commission Charbonneau et ils viennent de sortir d'une ère sombre. Le Detroit d'aujourd'hui n'est plus le Detroit d'hier, et l'inspecteur général en fait partie prenante », dit Denis Gallant. Le symposium présentera aussi les travaux d'un BIG pour surveiller la reconstruction à New York à la suite des attentats du 11-Septembre.

VIEILLE TRADITION AMÉRICAINE

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

LA PRESSE

Le symposium est organisé en collaboration avec l'Association américaine des inspecteurs généraux, dont est membre le BIG. Si le Canada ne dispose que d'un seul inspecteur général, les États-Unis en comptent des centaines, ce type de poste remontant à la fondation du pays. Le tout premier a en effet été nommé en 1777 par le général George Washington – qui deviendra par la suite le premier président américain – pour remettre de l'ordre dans la gestion de l'armée révolutionnaire dont les mousquets avaient la fâcheuse faculté de disparaître mystérieusement.

D'AUTRES INSPECTEURS GÉNÉRAUX SONT NÉCESSAIRES, JUGE DENIS GALLANT

Montréal n'ayant pas le monopole de la collusion, l'inspecteur général Denis Gallant veut encourager la création de bureaux similaires au sien ailleurs au pays. Son équipe organise en septembre un symposium pour inciter villes, ministères et sociétés d'État à se doter de tels chiens de garde pour éviter d'avoir à refaire une nouvelle commission Charbonneau dans 20 ans.

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

LA PRESSE

ÉVITER UNE CEIC 2

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

LA PRESSE

« [L'inspecteur général] est un concept absolument nécessaire. Les choses ont changé au Québec depuis la commission Charbonneau, mais si on ne met pas des instances pour que ça dure, je me demande si on devra faire une autre commission Charbonneau dans 20 ans. Ça prend des inspecteurs généraux pour faire ce que j'appelle "la police sur l'autoroute". Elle n'est pas obligée de donner des tickets, mais juste le fait qu'elle soit là sert à faire de la dissuasion. »

— Denis Gallant, inspecteur général de Montréal